

Maître de l'ouvrage

MAIRIE DE STAPLE



REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C.)

Marché de Travaux

Construction d'un pôle scolaire HQE à STAPLE

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

12/09/2011 à 11H

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1	OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2	ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3	DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4	CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1	DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION	3
2-2	VARIANTES ET OPTIONS	4
2-3	MODIFICATIONS DE DETAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION	4
2-4	DELAÏ DE VALIDITE DES OFFRES	4
2-5	MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	4
2-6	CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	4

ARTICLE 3 – LES INTERVENANTS

3-1	MAITRISE D'ŒUVRE	4
3-2	ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	5
3-3	CONTROLE TECHNIQUE	5
3-4	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	5

ARTICLE 4 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

ARTICLE 5 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5-1	DOCUMENTS A PRODUIRE	6
5-2	USAGE DE MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU	8

ARTICLE 6 – SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

8-1	DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	9
8-2	DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	9

ARTICLE 9 – CLAUSES COMPLEMENTAIRES

ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1-1 Objet de la Consultation

La présente consultation concerne la construction d'un pôle scolaire HQE
Lieu d'exécution : STAPLE

1-2 Etendue de la consultation

La présent appel d'offre ouvert est passé en procédure adaptée (MAPA), en vertu de l'article 28 du code des Marchés Publics.

1-3 Décomposition en lots :

Décomposition du marché

Lot 1 –	V.R.D.
Lot 2 –	GROS OEUVRE
Lot 3 –	CHARPENTE – OSSATURE BOIS – ISOLATION – BARDAGE BOIS
Lot 4 –	ETANCHEITE BARDAGE METALLIQUE
Lot 5 –	MENUISERIES ALUMINIUM - SERRURERIE
Lot 6 –	DOUBLAGES CLOISONS
Lot 7 –	PLAFONDS SUSPENDUS
Lot 8 –	MENUISERIE BOIS
Lot 9 -	CARRELAGE
Lot 10 -	PEINTURE – REVETEMENTS MURAUX - SOLS SOUPLES
Lot 11 -	ELECTRICITE
Lot 12 -	CHAUFFAGE – VMC – PLOMBERIE – SANITAIRES
Lot 13 -	ESPACES VERTS

Le marché ne comporte pas de tranche.

1-4 Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 euros T.T.C.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1 Durée du marché – Délais d'exécution

Le délai global d'exécution sera précisé par le candidat dans l'acte d'engagement, il ne devra en aucun cas dépasser 8 mois.

La phase de préparation de chantier est de : 1 mois

2-2 Variante et Options

Aucune variante et aucune option sont autorisées.

2-3 Modifications de détails au dossier de consultation

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détails au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction d'une nouvelle date.

2-4 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2-5 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les travaux seront financés selon les modalités suivantes : la dépense sera imputée sur le budget propre de la Collectivité. Le règlement s'effectuera selon les dispositions de l'article 98 du Code des Marchés Publics.

Les sommes dues au (x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2-6 Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article 14 du Code des Marchés Publics.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article 15 du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 3 - LES INTERVENANTS

3-1 Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement suivant :

**SCENARIO-ARA
9 Rue de l'Abbaye
62500 SAINT OMER**

&

**GROUPE D.L.F. INGENIERIE
11 Rue Dampierre
59140 DUNKERQUE**

&

**ACT Environnement
Site du 11/19 – Rue de Bourgogne
62750 LOOS EN GOHELLE**

La mission de maîtrise d'œuvre est une mission totale.

3-2 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.
La mission OPC est assurée par le

GROUPE D.L.F. INGENIERIE
11 Rue Dampierre
59140 DUNKERQUE

3-3 Contrôle technique
La mission de contrôle technique est assurée par

BUREAU VERITAS
Parc d'Activités l'Etoile
Rond point de la Porte de Lille
BP 30089
59791 GRANDE SYNTHE

3-4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs
La mission de S.P.S. est assurée par

BUREAU VERITAS
Parc d'Activités l'Etoile
Rond point de la Porte de Lille
BP 30089
59791 GRANDE SYNTHE

ARTICLE 4 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de consultation (RC)
- L'acte d'engagement (A.E)
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le rapport d'étude thermique
- Le rapport initial
- Le P.G.C.
- Les plans suivants : VRD – Plan masse – RDC – Elévation vue en volume – Coupes AA et BB

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat.

Le dossier de consultation peut faire l'objet d'un retrait auprès de :

COPY SERVICES FLANDRE
2 Rue de la Gare
59190 HAZEBROUCK
Tél : 03.28.48.05.05
Fax : 03.28.49.51.19
Mail : copyservicesflandre@wanadoo.fr

Il sera remis aux entrepreneurs après demande téléphonique et confirmation par fax.

Le dossier de consultation peut faire l'objet également :

- D'un retrait à la Direction des Marchés Publics – Mairie de STAPLE – 97 Rue de la Mairie – 59190 STAPLE
- D'un retrait sur le site dématérialisé : www.staple.fr

ARTICLE 5 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original, par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

Le pli précité doit contenir respectivement dans une seule enveloppe. Les pièces de la candidature et les pièces de l'offre dont le contenu est défini au présent règlement de consultation.

5-1 Document à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

PIECES DE LA CANDIDATURE :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Code des Marchés Publics :

- La lettre de candidature (ou l'imprimé DC1), en cas de groupement et la déclaration du candidat (DC2) comprenant les mêmes informations que celles figurant sur l'imprimé ci-joint, dûment complétée, signée et revêtue du cachet.
Les documents DC1 et DC2 sont également téléchargeables gratuitement sur le site : www.minefi-gouv.fr.
- Le formulaire NOT12 délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou copies attestations fiscales et sociales.
- Les pouvoirs de la personne habilitée à engager l'entreprise.
- Attestation sur l'honneur au travail illégal
- Copie du ou des jugements prononcés à cet effet si la société est en redressement judiciaire et l'autorisation de poursuivre ses activités.
- Attestation sur l'honneur que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir
- Attestation sur l'honneur que la candidat n'a pas fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L 341-6, L 125-1, et L 125-3 du code du travail.
- Attestation sur l'honneur certifiant que le travail sera réalisé par des salariés employés régulièrement au regard des articles L 143-9, L 143-5, L 620-3 du code du travail.

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 45 du Code des Marchés Publics :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux auquel se réfère le contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices.
- Attestations d'assurances
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années.

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 45 du Code des Marchés Publics :

- Liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces indications indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à la bonne fin ;

L'entreprise justifiera de ses qualifications nécessaires au type de marché.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence ou une liste des références ou attestations des Maîtres d'œuvres concernant des travaux identiques à ceux prévus au présent appel d'offres, datant de moins de 3 ans devra être produite. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Les entreprises créées depuis moins d'un an devront justifier de leur capacité à répondre au marché par tout moyen à leur convenance.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 6 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

PIECES DE L'OFFRE :

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (AE) : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé
- Un mémoire justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux
- La décomposition du prix global et forfaitaire
- Les attestations d'assurances
- Mémoire technique propre au chantier :

Présentation de l'entreprise- Moyens humains et matériels pour ce chantier- La liste de ses sous-traitants déclarés ou envisagés et de ses travaux sous-traités - Détail des fournitures et fournisseurs.- Détail des principales tâches,

méthodologie et planning – Moyens mis en œuvre pour la sécurité des riverains et du personnel- Moyens de contrôle et plan des contrôles- Détail des installations de chantier y compris prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

NOTA : L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au Cahier des Clauses Administratives Particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5-2 Usage de matériaux de type nouveau

Sans objet

ARTICLE 6 - SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 52 à 55 du Code des Marchés Publics et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères relatifs à la candidature sont :

Pour la candidature : Application des articles 43, 44, 45 et 52 du code des marchés publics.

Pour l'offre : La valeur de l'offre sera appréciée suivant :

1- le prix 70%

2- Note méthodologique 30 % répartie en :

- **Mode opératoire et note méthodologique : 10 %**
- **Fiche Technique : 10 %**
- **Planning par Tranche : 10 %**

Le candidat le mieux placé devra produire dans les 10 jours après réception de la demande, les certificats de l'article 46.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles 46-I et 46-II du Code des Marchés Publics. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions

Offre pour : **Construction d'un Pôle Scolaire HQE à STAPLE**

NE PAS OUVRIR

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

Par voie postale :

**MAIRIE DE STAPLE
Monsieur le Maire
97 Rue de la Mairie
59190 STAPLE**

Dépôt en mains propres :

**MAIRIE DE STAPLE
Monsieur le Maire
97 Rue de la Mairie
59190 STAPLE**

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus : ils seront renvoyés à leurs auteurs.

Le pli précité doit contenir respectivement dans une seule enveloppe, **les pièces de la candidature et les pièces de l'offre** dont le contenu est défini au présent règlement de la consultation.

ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

8-1 Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, par courrier ou par fax, un relevé des différentes questions et leurs réponses sera transmis aux différents candidats.

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8-2 Documents complémentaires

Les documents complémentaires au cahier des charges sont communiqués aux concurrents dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

ARTICLE 9 – CLAUSES COMPLEMENTAIRES

Procédure de recours

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de Lille – 143 rue Jacquemars Giélée – BP 2039 – 59014 LILLE CEDEX

Tél 03 20 63 13 00 – Fax 03 20 30 68 40

Email : greffe.ta-lille@juradm.fr

Adresse internet : http://www.conseil-etat.fr/ta/lille/index_ta_co.shtml

Le code de justice administrative français est consultable sur le site officiel « légifrance – le service public de la diffusion du droit : <https://www.legifrance.gouv.fr>

Service auprès duquel les renseignements sur les recours peuvent être obtenus :

Tribunal administratif de Lille – 143 rue Jacquemars Giélée – BP 2039 – 59014 Lille Cédex

Tél : 0320631300 – Fax 0320306840 – email : greffe.ta-lille@juradm.fr